



Contrats d'électricité à tarification dynamique

Date de la contribution : 15/09/2020

Introduction

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'objectif du développement des offres à tarification dynamique ?

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt des offres à tarification dynamique pour les consommateurs et quant aux risques associés ?

La présentation faite par la CRE du type d'arbitrage auquel devront se livrer les consommateurs apparaît sans lien avec la réalité des choses. En effet, choisir entre une offre à prix fixe sur un an ou plus, et une offre à tarification dynamique, ne revient pas à arbitrer entre une offre moins risquée et une offre plus risquée, mais porter son choix sur une offre sans risque ou une offre risquée. Ces offres à tarification dynamique trouveront donc un intérêt si les consommateurs sont prêts à prendre un risque, et si ce risque est en mesure d'offrir de bonnes perspectives en termes d'intérêt financier.

De longue date, l'UFC-Que Choisir est un réceptacle des avis exprimés par les consommateurs concernant le fonctionnement du marché de l'électricité, *a fortiori* depuis sa libéralisation. A sa connaissance, aucun d'entre eux ne lui a exposé le désir que sa signature d'un contrat d'électricité équivaille à remplir une grille du Loto. La prise de risque concernant le coût de la consommation électrique ne correspond pas à une aspiration des consommateurs, d'autant plus que ce risque n'est pas limité.

En effet, alors qu'un individu allant au casino, ou achetant des actions sait que son risque est strictement limité à sa mise de départ, concernant les offres à tarification dynamique sur le marché de l'électricité, la perte – vue, pour une consommation donnée, comme la différence entre le prix payé via une offre à tarification dynamique et le prix payé via une offre à tarif fixe – n'est en théorie pas bornée, et en tout état de cause aucunement quantifiable *a priori*.

L'un des risques que l'on peut mentionner est donc une explosion de la facture, en lien évidemment avec une hausse du marché de l'électricité, mais également, même sans marché à la hausse, à la difficulté pour les consommateurs de piloter leur consommation. En effet, l'idée que les consommateurs puissent calibrer à l'heure près leur consommation ne semble pas correspondre à la réalité des modes de vie des ménages. De nombreuses utilisations de l'électricité sont en effet « horo-contraintes ». Dès lors, pour sa consommation non reportable, un ménage sera totalement tributaire du prix du marché. Cette consommation non reportable pouvant être raisonnablement associée aux heures de pointe où l'énergie est la plus chère sur les marchés, le risque d'explosion des factures évoqué n'est en rien théorique.

De plus, dans son raisonnement sur la capacité des consommateurs à piloter leur consommation, la CRE omet totalement – et cela est regrettable – la question des moyens leur étant donnés pour connaître le prix de l'électricité consommée.

En premier lieu, il conviendrait que la CRE précise d'une part quel tarif serait appliqué à une heure de la journée donnée. Les prix sur le marché spot étant fixés le jour même pour le lendemain et pouvant être ajustés le jour de la livraison par RTE, quel serait le tarif appliqué aux consommateurs ? Il s'agit là d'un aspect essentiel, puisque l'intérêt théorique de ces offres à tarification dynamique est que les consommateurs puissent précisément ajuster



une partie de leur consommation au regard de leur connaissance des tarifs appliqués à chaque heure. Ce tarif sera-t-il déterminé 24 heures à l'avance ? Ce tarif précis ne sera-t-il arrêté qu'au moment précis où la consommation aura lieu ?

En second lieu, une fois la question du tarif appliqué résolue, se pose celle de la mise à la connaissance des consommateurs de ce tarif, qui doit être impérativement effective pour un pilotage aussi optimal que possible de la consommation d'électricité que prétendent offrir les offres à tarification dynamique. Il est évident que cette connaissance devrait en toute logique passer par le compteur Linky. Or – et cela rejoint des critiques de longues dates de l'UFC-Que Choisir – le compteur Linky n'est en rien calibré pour permettre aux consommateurs de connaître le coût associé à leur consommation. Dès lors, et sauf à faire évoluer le compteur communiquant pour le rendre intelligent, les consommateurs devront s'en remettre à d'éventuels outils développés par les fournisseurs pour piloter leur consommation. La CRE devrait être en mesure, *a minima*, d'imposer aux fournisseurs de développer de tels outils, tout en interdisant que la mise à disposition de ces outils puisse être associée à une vente liée qui empêcherait les consommateurs de pouvoir se désengager sans frais de leur contrat de fourniture d'électricité.

Enfin, l'UFC-Que Choisir note que le système actuel peut davantage permettre aux consommateurs de tirer profit des évolutions du marché que les offres à tarification dynamique. En effet, dans un système à prix fixe, si le marché de l'électricité subit une hausse importante, les consommateurs bénéficiant d'une offre à prix fixe sur plusieurs années seront épargnés des effets de cette hausse. Dans le cadre d'un marché marqué par une baisse tendancielle du coût de l'électricité, la capacité des consommateurs à résilier sans frais leur abonnement est en mesure de leur permettre de s'orienter vers d'autres offres à tarif fixe, avec des tarifs tenant dûment compte de la faiblesse du marché de gros.

Question 3 : Comment informer le consommateur des risques associés à une offre à tarification dynamique ? Cette communication doit-elle prendre un format différent selon les catégories de consommateurs visées ?

Bien que manifestant une réelle réticence à ce que les offres à tarification dynamique puissent s'adresser aux consommateurs particuliers, l'UFC-Que Choisir prend acte qu'elles devront nécessairement intégrer prochainement le paysage des offres proposées par les principaux fournisseurs d'électricité. Compte tenu à la fois des risques identifiés, et de la capacité des fournisseurs d'électricité à présenter les offres sous leur meilleur jour, il paraît évident que la communication des fournisseurs doit être encadrée par la réglementation.

A cet égard, l'UFC-Que Choisir s'étonne que la CRE se contente d'indiquer qu'elle « sera attentive à la communication qui sera faite autour de ces offres ». Comment en effet ne pas considérer qu'il faille dès à présent définir le préventif plutôt que de renvoyer, une fois le mal marketing fait, à une simple « attention » ? Si la CRE n'a pas nécessairement les compétences institutionnelles pour encadrer la communication des fournisseurs d'électricité sur les offres à tarification dynamique, elle dispose néanmoins, semble-t-il, de la légitimité lui permettant d'être un acteur exigeant un encadrement drastique de la communication autour des offres à tarification dynamique.

Question 4 : Quelles pourraient être les modalités de recueil du consentement permettant de répondre aux exigences de la directive ?

Cette question pourrait utilement être éclairée par les règles pesant sur les acteurs de la banque et de la finance lorsqu'ils commercialisent des produits financiers. Des discussions entre les différentes parties prenantes – par exemple dans le cadre de travaux menés par la DGCCRF – pourraient permettre d'édicter les règles de recueil du



consentement. Un encadrement avant toute commercialisation d'offres à tarification dynamique est indispensable.

Question 5 : Avez-vous connaissance de systèmes équivalents de tarification dynamique dans d'autres secteurs dont il serait possible de s'inspirer ? (par exemple, l'encadrement de la vente de produits financiers) ?

Question 6 : Pensez-vous qu'une offre qui varie selon quelques postes horosaisonniers peut être considérée comme une offre à tarification dynamique ?

Question 7 : Pensez-vous que les offres intégrant des pointes mobiles peuvent-elles être considérées comme des offres à tarification dynamique ?

Question 8 : Quelles caractéristiques devrait avoir une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 ?

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue, par exemple mensuelle ?

Question 10 : Les offres à tarification dynamique doivent-elles reposer intégralement sur des prix de marché de court terme ?

La façon dont la CRE introduit la question met en évidence qu'elle envisage des niveaux de tarification dynamique différenciés selon les offres, sans pour autant exclure les tarifications dynamiques exclusivement basées sur le marché de gros au comptant. L'UFC-Que Choisir suggère de son côté que non seulement de telles offres limitant l'exposition au risque de marché de gros doivent exister, mais qu'en plus aucune offre exposant totalement les consommateurs aux offres de marché ne devrait exister, ou tout du moins rendues obligatoires.

D'une part, cette coexistence serait tout à fait déplorable pour la bonne compréhension et comparaison des offres à tarification dynamiques par les consommateurs. Elle introduirait un niveau de complexité qui ne manquerait pas de les noyer.

D'autre part, le fait de strictement limiter l'exposition des consommateurs aux évolutions du marché de gros pourrait qui plus est être vu comme étant pleinement en lien avec les dispositions de la directive 2019/944. L'UFC-Que Choisir rappelle ainsi que son considérant 37 précise que les « États membres devraient assurer une exposition raisonnable des consommateurs au risque de prix de gros ». Or, il est évident qu'une exposition totale des consommateurs au risque de prix de gros ne peut pas être qualifiée de « raisonnable ». La définition d'un contrat à tarification faite dans l'article 2 de la directive permet de renforcer cette idée que l'exposition au marché de gros peut ne pas être totale, puisqu'elle indique simplement que ce contrat doit « refléter » les variations de prix sur les marchés au comptant. Ce reflet peut parfaitement ne correspondre qu'à une partie de la consommation.

Partant du postulat que la France a l'obligation de contraindre les fournisseurs d'électricité de plus de 200 000 clients à proposer des offres à tarification dynamique, le moindre des maux pour les consommateurs pourrait être de rendre uniquement obligatoire l'existence d'offres à tarification dynamique ne s'appuyant que pour une partie de la consommation sur les évolutions du marché de gros. Dans le cadre de cette obligation, cette partie devrait alors être parfaitement fixe pour tous les fournisseurs, de façon à permettre la comparaison des offres.



Question 11 : Quelles difficultés les fournisseurs pourraient-ils rencontrer dans la construction d'offres de marché reflétant les variations des prix de marché de court terme ? Identifiez-vous des contraintes opérationnelles ?

Les fournisseurs devront impérativement être en mesure de permettre aux consommateurs de vérifier la parfaite adéquation entre les prix payés et les prix sur le marché de gros. Cela peut incontestablement poser des questions techniques, puisque le prix HT hors abonnement payé par les consommateurs inclus à chaque fois la consommation, le TURPE, ainsi que la marge commerciale.

Il conviendrait en conséquence d'une part – cela relève de l'évidence – que le prix HT de la consommation dont la tarification est dynamique soit strictement corrélé au tarif constatable sur le prix de gros au moment où cette consommation a eu lieu (autrement dit que la marge commerciale, si elle est intégrée au prix, soit nécessairement fixe), et d'autre part que les consommateurs soient en mesure de vérifier cette parfaite, éventuellement directement sur leur facture.

Pour l'UFC-Que Choisir, la CRE doit impérativement participer activement à la définition des éléments liés à la consommation devant être tenu à la disposition des consommateurs, mais aussi se doter impérativement des outils lui permettant de vérifier que les fournisseurs n'abuseront pas de la complexité à laquelle les consommateurs choisissant des offres à tarification dynamique seront soumis pour les facturer indûment.

Question 12 : Quel serait le temps nécessaire au développement et à la proposition de telles offres par les fournisseurs ?